



Paris, le 18 mars 2011

Organisation du

TEMPS DE TRAVAIL

dans les directions départementales interministérielles

Le texte adopté en CTP des DDI du 17 mars 2011

Vous trouverez, sous la forme de ce Flash, le texte ARTT soumis, hier, au CTP des DDI et **adopté par une large majorité** :

POUR : Administration + CGT + UNSA,
CONTRE : FORCE OUVRIÈRE.
La CFDT s'abstenant.

Un grand nombre des amendements proposés et défendus par FORCE OUVRIÈRE (voir notre lettre ouverte au Secrétaire général du gouvernement (SGG) du 15 février 2011) y ont été retenus (encadrés en vert pour ceux définitivement acquis et en orange pour ceux ayant fait l'objet d'engagements au travers de la circulaire d'application à venir). Pour autant, le compte n'y est pas car, comme vous pourrez le voir, certains points restent inacceptables (encadrés en rouge ci-après).

Des avancées indéniables ... mais des combats qui restent à mener aux plans national et local, combats dans lesquels FORCE OUVRIÈRE ne manquera pas de prendre toute sa place, y compris seul, si nécessaire.

ARRÊTÉ *relatif à l'organisation du temps de travail dans les directions départementales interministérielles*

*Vu la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;
Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
Vu l'avis du comité technique paritaire des directions départementales interministérielles du 17 mars 2011,*

Titre 1 - Cycles de travail

Article 1^{er}

I. - En application de l'article 4 du décret du 25 août 2000 susvisé, le cycle de travail de référence dans les directions départementales interministérielles est le cycle hebdomadaire de cinq jours organisé selon l'une des modalités ci-après :

1°) la durée hebdomadaire de travail effectif est fixée à 36 heures. La durée quotidienne de travail est de 7 heures et 12 minutes. Les agents bénéficient de 6 jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.

2°) la durée hebdomadaire de travail effectif est fixée à 37 heures 30. La durée quotidienne de travail est de 7 heures et 30 minutes. Les agents bénéficient de 15 jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.

3°) la durée hebdomadaire de travail effectif est fixée à 38 heures 30. La durée quotidienne de travail est de 7 heures 42 minutes. Les agents bénéficient de 20 jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.

Pour FO, les jours RTT ont vocation à être gérés comme des congés.

Le SGG a refusé d'intégrer cet amendement dans l'arrêté, renvoyant à la circulaire d'application.

FO sera particulièrement vigilant sur ce point.

Cette modalité non prévue initialement par le SGG, a été introduite après d'âpres discussions.

Pour FO c'était une condition sine qua non.

II. - Par exception, la durée hebdomadaire de travail effectif peut être fixée à 36 heures réparties sur 4,5 jours. Dans ce cadre, la durée de travail effectif d'une journée complète de travail est de 8 heures. L'agent bénéficie de 4,5 jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.

L'agent dispose d'une journée par quinzaine ou d'une demi-journée par semaine, intégrée au cycle de travail.

FO a demandé que les deux options puissent bien être ouvertes dans un même service. Le SGG s'est engagé à le préciser dans la circulaire.

Cette journée ou demie-journée est reportable sur un autre jour de la semaine, selon des modalités à convenir dans chaque service, lorsqu'une autorisation d'absence est nécessaire pour répondre à une convocation de l'administration, notamment dans le cadre de l'exercice des droits syndicaux ou des visites médicales.

Suite à l'intervention de FO, la situation particulière des personnels administratifs et techniques relevant d'un corps de l'éducation nationale fera l'objet de mesures transitoires dans le cadre de la circulaire en rapport avec l'application de l'article 1.

Pour FO, le report doit aussi être possible en cas de jour férié.

Amendement non retenu par le SGG.

Article 2

Par dérogation à l'article 1er, le cycle de travail dans les directions départementales des territoires et de la mer et les directions départementales des territoires peut être annuel. Le cycle annuel peut organiser de manière permanente le travail en alternant deux périodes au maximum, l'une de haute activité et l'autre de basse activité, dénommées phases, permettant de répondre à une forte variation saisonnière des activités sur l'année.

Les durées quotidienne et hebdomadaire de travail effectif varient d'une phase à l'autre. Les durées de travail effectif des phases du cycle annuel ainsi que, le cas échéant, les jours non travaillés au titre de la réduction du temps de travail sont déterminés de manière à ce que la durée annuelle de travail effectif soit conforme à celles fixées en application des dispositions de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé. A l'intérieur de chaque phase, l'organisation du travail des agents peut elle-même être organisée soit en cycle hebdomadaire, soit en cycle non hebdomadaire.

Lorsqu'une phase est organisée en cycle hebdomadaire, les durées quotidiennes de travail programmé sont fixées à 6 heures au moins et à 10 heures au plus. La durée hebdomadaire de travail effectif est fixée à 32 heures au moins et à 40 heures au plus, la moyenne annuelle étant égale à 36 heures.

Les phases en cycle pluri hebdomadaire sont organisées conformément aux dispositions de l'article 3.

L'organisation du travail en cycle annuel fait l'objet d'une programmation soumise pour avis au comité technique compétent. Si la programmation des phases du cycle annuel doit être modifiée pour nécessité de service, un délai de prévenance de quinze jours calendaires, au moins, doit être respecté.

Pour FO, la durée hebdomadaire de travail effectif doit pouvoir être répartie sur 4 jours si elle est inférieure à 36 heures et sur 4 jours et demi si elle est supérieure à 36 heures.

Amendement non retenu par le SGG.

Article 3

Par dérogation à l'article 1er, le cycle de travail dans les directions départementales des territoires et de la mer et les directions départementales des territoires peut être pluri hebdomadaire. Le cycle pluri hebdomadaire est destiné à organiser de manière permanente le travail en équipes successives. Il est réservé aux activités désignées par instruction ministérielle.

Le cycle pluri hebdomadaire est une période pendant laquelle le travail et le repos sont organisés pendant un nombre multiple de semaines déterminé à l'avance. L'organisation du temps de travail se répète à l'identique d'un cycle à l'autre.

Le repos hebdomadaire est de deux jours consécutifs comprenant en principe le dimanche. En cas d'impossibilité de fixer le repos le dimanche, le cycle devra comprendre au moins deux dimanches sur cinq. En cas d'impossibilité de fixer les deux jours au sein d'une même semaine civile, le cycle devra comprendre le même nombre de repos hebdomadaires que de semaines, sans que l'agent puisse travailler plus de six jours consécutifs.

L'organisation détaillée du travail en équipes successives prévoit les modalités de pause et de repos des agents, de remplacement en cas d'absence et d'exercice des droits syndicaux et sociaux.

Les dispositions prévues au présent article sont soumises pour avis au comité technique compétent.

Article 4

En application de l'article 1er du décret du 25 août 2000 susvisé, compte tenu des sujétions liées à la nature des missions qui leur sont confiées et à la définition des cycles non hebdomadaires de travail qui en résultent, le temps de travail annuel des personnels conduits à travailler de manière programmée les nuits, dimanches et jours fériés est réduit au-dessous de la durée annuelle du temps de travail effectif, en tenant compte des bonifications attribuées aux sujétions de travail de nuit, de dimanche et des jours fériés.

Les taux des bonifications sont fixés comme suit :

- heure de nuit (de 22 heures à 7 heures), 20 % ;
- heure de dimanche (du samedi 18 heures au lundi 7 heures), 10 % ;
- heure de jour férié (de la veille 18 heures au lendemain 7 heures), 10 %.

Les bonifications se cumulent entre elles.

Sur les postes de travail comportant de telles sujétions, la durée moyenne hebdomadaire du travail effectif ne peut, en aucun cas, être inférieure à 32 heures et la durée annuelle à 1 466 heures.

Article 5

En application de l'article 10 du décret du 25 août 2000 susvisé, les personnels énumérés ci-après sont soumis à un régime de décompte en jours de la durée annuelle du travail effectif mentionnée à l'article 1er du même décret :

Régression scandaleuse pour certains personnels concernés : le « forfait jour » devient obligatoire pour de nombreux agents, qui rentrent dans la catégorie des « corvéables à merci ».

Quid du respect des garanties minimum ?

- les personnels de direction : directeur départemental et directeur départemental adjoint et chefs de service placés directement sous leur autorité ;

- les personnels des corps des ministères chargés de la jeunesse et des sports exerçant des missions éducatives, techniques et pédagogiques ;

L'application du statut particulier des personnels concernés sera intégrée dans la circulaire.

- les personnels bénéficiant d'une large autonomie dans l'organisation de leur travail, à leur demande expresse et après accord du directeur départemental.

Un risque fort de dérive à combattre fermement au niveau local !

Ces personnels bénéficient de 20 jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail.

Soit 12 jours de moins que les cycles permettant récupération !!

Article 6

Les heures supplémentaires effectuées par les agents des directions départementales interministérielles relevant d'un régime de décompte horaire font l'objet d'une compensation en temps, dans un délai de trois mois maximum pour les agents travaillant en cycle hebdomadaire.

FO a obtenu ici le retrait d'une mention provocatrice (et dangereuse) pour les agents : le projet initial prévoyait la priorité de la compensation horaire par rapport à l'indemnisation.

Les heures supplémentaires effectuées par les agents des directions départementales interministérielles sont compensées nombre pour nombre pour celles accomplies dans la journée et nombre pour nombre avec application d'un coefficient de majoration de 1,25 pour celles accomplies les samedis, 1,50 la nuit, et de 2 pour celles les dimanches et les jours fériés.

FO a exigé que les majorations d'heures supplémentaires soient alignées sur le régime existant le plus favorable. Le refus opposé par le SGG constitue une régression inacceptable.

D'autant plus inacceptable qu'elle pourrait conduire, dans un second temps, à minorer les taux des HS...

Article 7

Dans les directions départementales interministérielles, l'obligation prévue à l'article 6 de la loi du 30 juin 2004 susvisée prend la forme de la suppression d'une journée de réduction du temps de travail.

FO a obtenu que la circulaire précise que le temps excédant 7h00 selon la modalité retenue soit restitué à l'agent.

Le SGG a refusé de prévoir la récupération de la journée de solidarité sous forme de compensation en heures (pourtant possible dans certains ministères) !

Titre 2 - Conditions de mise en oeuvre des cycles de travail

Article 8

Le temps de travail peut être organisé dans le cadre d'un horaire variable, après consultation du comité technique paritaire. L'organisation des horaires variables comprend des plages horaires de présence obligatoire des agents ne pouvant être inférieures à deux heures avant et deux heures après la pause méridienne et une amplitude maximale de 11 heures.

Un dispositif de crédit-débit permet le report d'heures de travail d'une période de référence sur l'autre dans la limite de douze heures pour une période de référence d'un mois.

FO a obtenu le retrait de la possibilité d'écarter au-delà de six heures sur 15 jours, ce qui ne pouvait que rigidifier les conditions d'écarterement, dont le principe même est dénoncé par FO.

Cette récupération peut atteindre 12 jours par an.

Le SGG a suivi les demandes de FO en ajoutant ces deux paragraphes extrêmement importants pour les agents, non présents dans la version initiale.

Les heures ainsi reportées ouvrent droit, en sus des jours de repos au titre de l'aménagement et de la réduction du temps de travail, à des récupérations par demi-journée ou journée complète.

Cette récupération est limitée à deux jours par période de référence de deux mois.

La rédaction précise du dernier paragraphe n'est pas encore connue mais c'est FO qui a obtenu la possibilité d'un cumul de jours de récupérations sur une période de 2 mois, apportant une meilleure souplesse pour les agents.

Article 9

Dans chaque direction départementale interministérielle, un arrêté du directeur départemental portant règlement intérieur fixe, après consultation du comité technique, les conditions de mise en oeuvre des cycles de travail hebdomadaires choisis et les horaires de travail en résultant dans le respect des garanties minimales résultant de l'article 3 du décret du 25 août 2000 susvisé. Il détermine les services dans lesquels s'appliquent un cycle annuel ou un cycle pluri hebdomadaire.

La rédaction de l'arrêté permet aux directeurs de se limiter à deux modalités aux choix dans son service, ce qui serait inacceptable. Pour FO, la totalité des modalités prévues dans ce texte doivent être ouvertes dans chaque service.

Titre 3 - Mise en oeuvre de l'article 9 du décret du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat

Article 10

Les déplacements professionnels effectués en dehors du cycle de travail des agents soumis à un décompte horaire de leur durée du travail prévus à l'article 9 du décret du 25 août 2000 susvisé sont compensés selon les règles ci-après :

FO a obtenu que la circulaire précise que ces modalités de décompte s'appliquent strictement en dehors du cycle de travail (départ en formation la veille, etc.), et non lors d'une journée de travail « normale ».

- le temps de déplacement entre le domicile de l'agent et un lieu de travail qui n'est pas le lieu de travail habituel, est comptabilisé pour le temps de déplacement excédant 30 minutes de trajet. En deçà de 30 minutes, le temps de déplacement n'est pas comptabilisé à l'exception des temps de déplacement des inspecteurs et délégués du permis de conduire et de la sécurité routière appelés à se déplacer, dans le cadre de leur activité principale, sur des lieux d'examen différents de leur résidence administrative.

FO a demandé que la « décote » de 30 minutes soit revue à la baisse afin de prendre en compte de manière plus juste la distance moyenne des agents à leur lieu de travail en DDI, ce qui a été refusé par le SGG.

FO a obtenu la prise en compte dans la circulaire du régime RTT particulier des inspecteurs des permis de conduire.

- le temps de déplacement comptabilisé entre 21 heures et 7 heures un samedi, un dimanche ou un jour férié est majoré en appliquant un coefficient de 1,50.

- le temps de déplacement comptabilisé un samedi est majoré en appliquant d'un coefficient de 1,25.

FO a exigé que les majorations de temps de déplacement soient alignées sur le régime existant le plus favorable, ce qui a été refusé par le SGG.

Article 11

Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables :

- aux agents mentionnés à l'article 1 du décret n°2002-260 du 22 février 2002 relatif aux horaires d'équivalence applicables aux emplois de certains personnels du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;
- aux agents mentionnés à l'article 1er de l'arrêté du 18 octobre 2001 portant application du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat au ministère de l'agriculture et de la pêche.

Version adoptée en séance du CTP des DDI du 17 mars 2011, non encore signée.

Fédération de l'Administration Générale de l'État – fagefo@wanadoo.fr

Fédération de l'Enseignement, la Culture et la Formation Professionnelle – fnefcfpo@fr.oleane.com

Fédération de l'Équipement de l'Environnement des Transports et des Services – contact@fets-fo.fr

Fédération des Finances – fo.finances@wanadoo.fr

46 rue des Petites Écuries – 75010 Paris